

CHRONOLOGIE POLITIQUE INTERNATIONALE

18

(1^{er}-30 Novembre 1937)

CENTRE D'ÉTUDES DE POLITIQUE ÉTRANGÈRE
PARIS, 15, RUE DU FOUR (ODÉON 41-21)

CENTRE D'ÉTUDES DE POLITIQUE ÉTRANGÈRE

à Paris, 13, rue du Four (VI^e) — Odéon 41-21

CONSEIL D'ADMINISTRATION

S. CHARLÉTY, membre de l'Institut, recteur honoraire de l'Université de Paris, président; Camille BLOCH, directeur honoraire de la Bibliothèque de Documentation Internationale Contemporaine, professeur à la Sorbonne; Henri BONNET, directeur de l'Institut International de Coopération intellectuelle, vice-président; C. BOUGLÉ, directeur de l'École Normale Supérieure, vice-président; Albert DEMANGEON, professeur à la Sorbonne; L. EISENMANN, professeur à la Faculté des Lettres de l'Université de Paris, secrétaire de la Commission des Hautes Études Internationales; Gilbert GIDEL, professeur à la Faculté de Droit de l'Université de Paris; P. de MARGERIE, Ambassadeur de France; Louis MARLIO, membre de l'Institut; Pierre RENOUVIN, professeur à la Sorbonne, secrétaire; René SEYDOUX, sous-directeur de l'École libre des Sciences Politiques, trésorier; André SIEGFRIED, membre de l'Institut, professeur au Collège de France.

SECRETARIAT GENERAL

Etienne DENNERY,
Professeur à l'École
des Sciences Politiques.

Louis JOXE,
Agrégé de l'Université.

Le Centre d'Etudes de Politique Etrangère a pour but l'étude objective des questions internationales contemporaines. Il est un lieu de travail et un bureau de documentation. Il organise des réunions d'études. Ses travaux sont publiés.

CONDITIONS D'ADMISSION AU CENTRE D'ETUDES DE POLITIQUE ETRANGERE

Le Centre d'Etudes de Politique Etrangère constitue une Association dont les membres (individus ou personnes morales légalement constituées) se recrutent par cooptation. Pour être membre, il faut être présenté par deux membres de l'Association et agréé par le Conseil d'Administration. Tous les membres de l'Association ont accès au Centre d'Etudes, 13, rue du Four, et ont droit aux renseignements de tous ordres pour lesquels le Centre se tient à leur disposition.

Ils sont convoqués aux conférences générales ainsi qu'aux réunions restreintes qui sont de leur compétence.

Les membres bienfaiteurs reçoivent toutes les publications éditées par le Centre. Les membres titulaires reçoivent la Revue du Centre et ont droit à une réduction de 30 % sur le prix des publications.

La cotisation annuelle minima est de :

1.000 francs pour les membres bienfaiteurs;

100 francs pour les membres titulaires.

Les collectivités ne peuvent appartenir à l'Association qu'en qualité de membres bienfaiteurs.

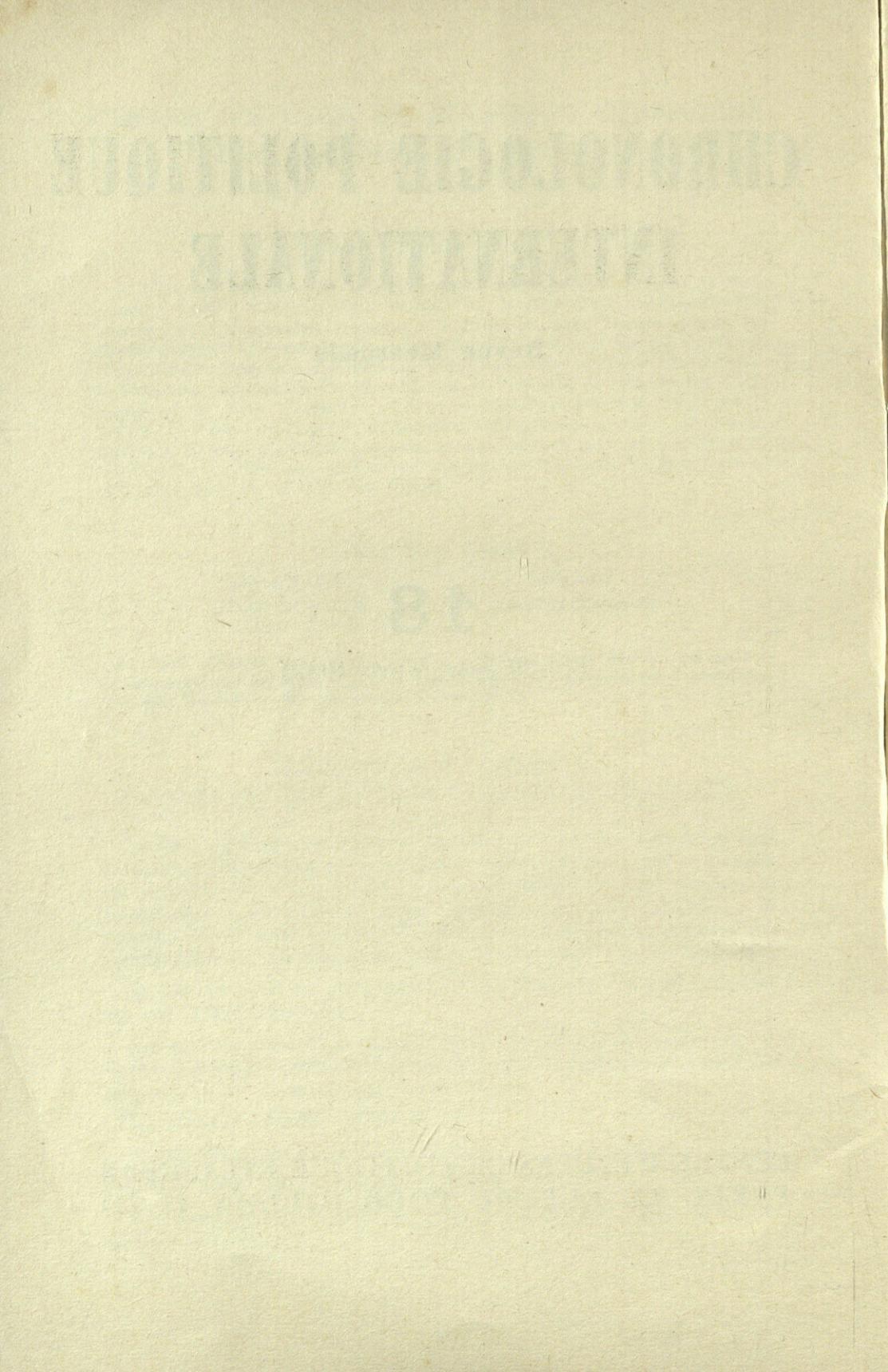
CHRONOLOGIE POLITIQUE INTERNATIONALE

Revue Mensuelle

18

(1^{er}-30 Novembre 1937)

**CENTRE D'ÉTUDES DE POLITIQUE ÉTRANGÈRE
PARIS, 45, RUE DU FOUR (ODÉON 41-21)**



ORGANISATIONS INTERNATIONALES

SOCIETE DES NATIONS

6 NOVEMBRE — Discours de M. Sandler sur la réforme du pacte. —
(V. SUÈDE.)

8 NOVEMBRE — 33^e session de la Commission permanente des mandats.

La session est consacrée à l'examen des rapports des Puissances mandataires pour l'année 1936. Ces rapports concernent la Syrie et le Liban, le Cameroun et le Togo, sous mandat français, et les îles de l'Océanie sous mandat japonais.

16 NOVEMBRE — La Commission des mandats examine le rapport du gouvernement japonais sur certaines îles du Pacifique.

— La conférence pour la prévention et la répression du terrorisme tient sa séance finale.

L'acte final de la Conférence pour la répression internationale du terrorisme est signé par les délégués des trente pays suivants : Afghanistan, Albanie, République Argentine, Belgique, Grande-Bretagne, Bulgarie, Danemark, République dominicaine, Egypte, Equateur, Espagne, Estonie, Finlande, France, Grèce, Hongrie, Lettonie, Lituanie, Monaco, Norvège, Pays-Bas, Pérou, Pologne, Roumanie, Suisse, Tchécoslovaquie, Turquie, U.R.S.S., Vénézuela et Yougoslavie.

Seuls, les délégués de Haïti, du Mexique, de la République de San Marin et l'Uruguay s'abstiennent de signer même l'acte final.

Le délégué de l'Inde, souffrant, fait savoir qu'il signerait ultérieurement.

La convention pour la prévention et la répression du terrorisme est signée par les délégués des dix-neuf pays suivants : Albanie (ad referendum), République Argentine, Belgique (ad referendum), Bulgarie, République dominicaine, Egypte, Equateur, Espagne, Estonie, France (avec une réserve concernant les colonies), Grèce, Norvège (ad referendum), Pays-Bas, Pérou, Roumanie, Tchécoslovaquie, Turquie, Vénézuela et Yougoslavie.

Enfin, la convention pour la création d'une cour pénale internationale est signée par les délégués des dix pays suivants : Belgique (ad referendum), Bulgarie, Espagne, France (avec une réserve pour les colonies), Grèce, Pays-Bas, Roumanie, Tchécoslovaquie, Turquie et Yougoslavie.

18 NOVEMBRE — La commission des mandats examine le rapport sur le territoire de Windhoek (Union Sud-Africaine).

19 NOVEMBRE — La commission des mandats termine ses travaux.

Les observations de la Commission sur les rapports annuels, ses conclusions sur les petitions ainsi que sur le memorandum des Allemands du Sud-Ouest africain seront transmis au Conseil de la S.D.N., lors de sa prochaine réunion.

29 NOVEMBRE — Ouverture de la 65^e session du comité financier de la S. D. N.

Le Comité procède à l'étude de la situation financière de la Bulgarie.

30 NOVEMBRE — Le comité financier examine la situation économique et financière de la Hongrie.

COUR PERMANENTE DE JUSTICE INTERNATIONALE

6 NOVEMBRE. — La Cour, dans un arrêté rendu à l'unanimité, rejette les exceptions du gouvernement espagnol dans l'affaire Borchgrave entre la Belgique et l'Espagne et retient l'affaire pour être jugée au fond.

On se rappelle que le gouvernement belge demande réparation pour la mort du baron de Borchgrave, collaborateur de l'ambassade de Belgique en Espagne, tué à Madrid au début de janvier.

EUROPE

ALBANIE

25 NOVEMBRE. — L'Albanie fête le 25^e anniversaire de son indépendance.

ALLEMAGNE

2 NOVEMBRE. — Première réunion à Berlin d'une « Communauté de travail », créée par l'Académie allemande de Droit, pour les relations juridiques entre l'Allemagne et l'Italie.

Discours de M. Franck, président de l'Académie, qui fait l'éloge du droit romain, et de M. Solmi, ministre italien de la Justice.

3 NOVEMBRE. — Inauguration par le général Goering de l'Exposition internationale de la chasse.

La chasse, dit M. Goering, constitue un facteur de culture important qui doit servir efficacement la cause de la paix.

4 NOVEMBRE. — Echange des instruments de ratification de l'accord naval anglo-allemand du 14 juillet précédent. — (V. GRANDE-BRETAGNE.)

5 NOVEMBRE. — Une déclaration commune polono-allemande sur le traitement des minorités allemande en Pologne et polonaise en Allemagne est publiée simultanément à Berlin et à Varsovie.

La déclaration pose cinq principes : 1^o L'Allemagne et la Pologne s'interdisent toute tentative pour assimiler leurs minorités respectives; 2^o Chaque minorité a le droit d'user librement de sa langue dans les rapports personnels et économiques aussi bien que dans la presse et les réunions publiques; 3^o Chaque minorité a le droit de grouper ses membres dans des associations économiques et culturelles; 4^o Chaque minorité a le droit d'avoir des écoles dans sa propre langue et sa propre organisation religieuse; 5^o Les représentants des minorités ne doivent pas être gênés dans le choix ou l'exercice de leur profession et ont le droit d'acquérir toutes propriétés y compris les biens fonciers.

— Grand discours du Dr Goebbels au Sportpalast à Berlin.

Le ministre de la Propagande déclare notamment que nulle part le niveau de vie n'est plus élevé qu'en Allemagne, que l'Allemagne a d'ailleurs, à défaut de Delikatessen pour l'estomac, des Delikatessen pour l'âme, et que le national-socialisme lui a rendu la liberté essentielle, qui consiste à n'être plus à la merci des autres nations.

6 NOVEMBRE. — Conclusion à Hambourg d'accords commerciaux germano-tchécoslovaques portant sur les transports, les échanges et les paiements.

— Signature à Rome d'un protocole anticommuniste germano-italo-japonais. — (V. ITALIE.)

— Communiqué japonais relatif à une médiation allemande éventuelle dans le conflit sino-japonais. — (V. JAPON.)

6-8 NOVEMBRE — Le Dr Ley à Naples. — (V. ITALIE.)

7 NOVEMBRE — *Le Bulletin des Lois* publie une loi d'Empire privant les personnes déclarées déchues de la nationalité allemande depuis l'arrivée au pouvoir du gouvernement national-socialiste du droit d'hériter ou de recevoir des donations de ressortissants allemands.

— Une déclaration signée par 96 pasteurs occupant d'importantes fonctions dans tous les groupements de l'église protestante, exception faite des « chrétiens allemands », est adressée aux fidèles.

La déclaration constitue une protestation contre les allégations contenues dans un nouvel ouvrage du Dr Rosenberg. *Les pèlerins protestants à Rome*, d'après lequel les protestants aujourd'hui trahiraient les idées essentiellement germaniques de Luther.

8 NOVEMBRE — Discours du Führer-chancelier à la Bürgerbraeu de Munich à l'occasion de l'anniversaire du putsch de 1923.

Le Führer-chancelier déclare que l'Allemagne n'est plus isolée, trois Etats s'étant mis d'accord pour former « un grand triangle de politique mondiale ».

10 NOVEMBRE — Signature à Berlin d'un nouvel accord de clearing entre la Tchécoslovaquie et l'Allemagne.

Les contingents prévus pour 1938, sont sensiblement plus élevés que ceux admis pendant les deux années précédentes.

— Le bureau berlinois de la *Jewish Telegraph Agency* est fermé par la police par application de la loi sur le maintien de la sécurité publique dans le Reich.

12 NOVEMBRE — Toutes les organisations catholiques de jeunesse du diocèse de Trèves sont dissoutes et interdites par la police en vertu de l'ordonnance de mars 1933 sur la sûreté de l'Etat et du peuple allemand.

15 NOVEMBRE — Un communiqué de l'agence D. N. B. annonce l'expulsion de M. Paul Ravoux, directeur du bureau de l'agence *Havas* à Berlin, qui est invité à quitter le territoire allemand dans un délai de trois jours.

Les journaux du même jour reprochent à M. Ravoux d'avoir expliqué l'épidémie de fièvre aphteuse, qui sévit en Allemagne, par la mauvaise nourriture donnée au bétail par suite de l'application du plan de 4 ans.

— M. Rudolf Hess prend un décret relatif aux conditions d'admission dans le Parti national-socialiste.

Les ecclésiastiques, prêtres et pasteurs, ne pourront plus désormais être membres du Parti.

16 NOVEMBRE — Le vice-amiral japonais Godo, ancien ministre du commerce arrive à Berlin pour étudier les possibilités d'une collaboration commerciale germano-japonaise plus étroite.

17 NOVEMBRE — Lord Halifax arrive à Berlin.

Le Lord-président du Conseil déjeune chez M. von Neurath, visite l'exposition de la Chasse et dîne à l'ambassade d'Angleterre.

18 NOVEMBRE — L'ambassadeur de Pologne à Berlin proteste contre un article insultant du « *Völkischer Beobachter* ».

— Lord Halifax visite à nouveau l'exposition de Chasse et la ville de Postdam. Le soir, le Lord Président du Conseil prend le train avec M. von Neurath, pour Obersalzberg.

19 NOVEMBRE — Lord Halifax s'entretient avec le chancelier Hitler à Berchtesgaden de 9 h. 40 à 15 heures en présence de M. von Neurath et de M. Schmidt, conseiller de légation, traducteur officiel du Reich.

20 NOVEMBRE — Lord Halifax déjeune à Karinhall chez le général Goering et dîne à l'ambassade d'Angleterre.

21 NOVEMBRE — MM. Daranyi et de Kanya arrivent en visite officielle à Berlin.

— Lord Halifax quitte Berlin.

22 NOVEMBRE — MM. Daranyi et de Kanya rendent visite à M. von Neurath et au général Goering.

23 NOVEMBRE — Le chancelier Hitler inaugure une école de « Fuhrers ».

25 NOVEMBRE — Le chancelier Hitler reçoit MM. Daranyi et Kanya.

26 NOVEMBRE — Le chancelier Hitler, MM. Daranyi et de Kanya assistent à la séance annuelle de la Chambre de Culture.

— Le docteur Schacht donne sa démission de ministre de l'Economie nationale.

Le Dr. Schacht qui est nommé ministre sans portefeuille, reste président de la Reichsbank. Le Dr. Funck est nommé ministre de l'Economie à dater du 15 janvier prochain.

MM. Dietrich et Henke sont nommés secrétaires d'Etat au ministère de la Propagande.

29 NOVEMBRE — M. Siebert, président du Conseil de Bavière, séjourne en Hongrie.

— Le général Eric von Ludendorff, ancien quartier maître général de l'armée allemande, est gravement malade.

AUTRICHE

19 NOVEMBRE — Les légitimistes autrichiens fêtent le 25^e anniversaire de l'archiduc Otto.

25 NOVEMBRE — Le chancelier Schuschnigg publie un livre sous le titre « Drei Mal Oesterreich ».

28 NOVEMBRE — Le Dr. Neumayer, ministre des Finances d'Autriche et le Dr Kienbock, président de la Banque Nationale d'Autriche arrivent à Londres.

BELGIQUE

3 NOVEMBRE — Ouverture au Palais des Académies à Bruxelles de la Conférence des Neuf Puissances signataires du traité de Washington de 1922.

Discours de MM. Spaak, Norman Davis, Eden, Delbos, Aldovrandi Litvinov et Wellington Koo.

— M. Pierlot renonce à former le cabinet.

5 NOVEMBRE — Le roi confie à M. Spaak le soin de former le cabinet.

6 NOVEMBRE — Conférence de Bruxelles.

La conférence arrête le texte d'une communication au gouvernement japonais qui est transmise le même jour à Tokio par M. de Bassompierre, ambassadeur de Belgique.

Les représentants des Etats réunis à Bruxelles « souhaiteraient savoir si le gouvernement impérial est disposé à déléguer un ou plusieurs représentants pour procéder à un échange de vues avec les représentants d'un nombre restreint de puissances qui seraient désignées à cet effet. »

— Arrêté de la Cour permanente de Justice internationale dans l'affaire Borchgrave. — (V. C. P. J. I.)

10 NOVEMBRE — M. Spaak renonce à former un cabinet.

11 NOVEMBRE — Le roi confie à M. Paul-Emile Janson une « mission d'information » sur la crise ministérielle.

— Conférence de Bruxelles.

Le gouvernement japonais décline l'invitation transmise par la communication du 6 novembre. — (V. JAPON.)

13 NOVEMBRE — Conférence de Bruxelles.

Au cours d'une réunion plénière, M. Wellington Koo demande l'aide à la Chine des puissances signataires du traité de Washington. MM. Norman Davis, Antony Eden et Delbos affirment la nécessité du respect des traités et de la parole donnée ainsi que le droit pour chaque pays de se donner les institutions qui lui plaisent.

14-15 NOVEMBRE — Visite à Bruxelles de M. Companys, président de la généralité de Catalogne.

Un communiqué de la délégation en Belgique de la Généralité déclare que le séjour du président a pour but unique de rendre visite à son fils actuellement en traitement dans un sanatorium.

15 NOVEMBRE — Conférence de Bruxelles.

La conférence adopte, par 15 voix contre 1 (Italie) et 3 abstentions (les Etats scandinaves), le texte de sa déclaration finale.

« Tout en espérant que le Japon ne maintiendra pas son refus, est-il dit en conclusion de la déclaration, les Etats représentés à Bruxelles doivent examiner quelle doit être leur attitude commune en face d'une situation dans laquelle un Etat partie à un traité international prétend, contre les vues de toutes les autres parties, que l'action qu'il a entreprise se trouve en dehors des limites du traité et écarte les dispositions du traité que les autres parties considèrent comme s'appliquant dans ces circonstances. »

16 NOVEMBRE — Le roi Léopold III, accompagné de M. Spaak s'embarque à bord du « Prince Albert » pour l'Angleterre.

19 NOVEMBRE — Venant de Londres, le roi arrive à Bruxelles à 17 heures.

— M. Paul-Emile Janson est chargé par le roi de former le gouvernement.

23 NOVEMBRE — M. Paul-Emile Janson ayant échoué, le roi demande tour à tour à MM. Tschoffen et Brunet de former le cabinet. Tous les deux refusent pour des raisons personnelles. A nouveau le roi charge de cette mission M. Paul-Emile Janson.

24 NOVEMBRE — La conférence des Neuf puissances décide de s'ajourner pour permettre aux gouvernements représentés d'échanger leurs vues et d'examiner toutes les méthodes possibles pour faire cesser le conflit en Extrême-Orient.

— M. Paul-Emile Janson réussit à former le gouvernement.

Présidence du Conseil : M. Paul-Emile Janson, libéral, non parlementaire ; Intérieur : M. Dierckx, sénateur, libéral ; Instruction publique : M. Hoste, libéral, non parlementaire ; Justice : M. Dubus de Warnaffe, député, catholique, conservateur ; Transport : M. Marck, vice-président démocrate flamand de la Chambre ; Affaires économiques : M. Van Isacker, député, démocrate flamand ; Colonies : M. Rubbens, député, démocrate flamand ; Agriculture : M. Pierlot, sénateur, catholique conservateur ; Finances : M. Henri de Man, sénateur, socialiste ; Travaux publics : M. Merlot, député, socialiste ; Affaires étrangères : M. Spaak, député, socialiste ; Santé publique : M. Wauters, député, socialiste ; Travail : M. Delattre, député, socialiste ; Défense nationale : Un technicien, le général Denis ; P. T. T. : M. Bouchery, député, socialiste.

27 NOVEMBRE — Le roi reçut en audience de congé M. Laroche, ambassadeur de France.

BULGARIE

- 13 NOVEMBRE — Le roi Boris à Paris. — (V. FRANCE.)
28 NOVEMBRE — Après un séjour d'un mois à l'étranger, le roi Boris rentre à Sofia.

DANTZIG (Ville libre de)

- 6 NOVEMBRE — Le Dr. Kurowski, député à la Diète du Centre catholique, parti dissous, renonce à son mandat de député sous la pression des autorités national-socialistes.
26 NOVEMBRE — Manifestation antisémite avec le concours de MM. Forster et Julius Streicher.

ESPAGNE

- 2 NOVEMBRE — Réunion du sous-comité de coordination. — (V. GRANDE-BRETAGNE.)
4 NOVEMBRE — Agression contre le cargo français *la Corse*. — (V. FRANCE.)
5 NOVEMBRE — Le Comité de Coordination décide d'inviter les deux partis en Espagne à coopérer avec deux commissions internationales au retrait des combattants étrangers. — (V. GRANDE-BRETAGNE.)
— Déclaration de M. Chamberlain relative à la nomination d'agents britanniques auprès du gouvernement du général Franco. — (V. GRANDE-BRETAGNE.)
— Rétablissement des relations ferroviaires franco-espagnoles par Irun.
6 NOVEMBRE — Arrêté de la Cour permanente de Justice internationale dans l'affaire Borchgrave. — (V. C. P. J. I.)
8 NOVEMBRE — Débat à la Chambre des Communes sur les rapports commerciaux entre le gouvernement britannique et le gouvernement du général Franco. — (V. GRANDE-BRETAGNE.)
9 NOVEMBRE — Une note du G. Q. G. du général Franco annonce qu'à partir du 10 novembre la zone des eaux territoriales de l'Espagne comprise entre le cap de Nao et le cap de Tortosa sera parsemée de nombreuses mines.
La partie du littoral ainsi condamnée comprend donc tout le golfe de Valence jusqu'à proximité de Tarragone au nord.
— Le Parlement catalan décide, par 48 voix contre 1, la prorogation du mandat présidentiel de M. Companys.
11 NOVEMBRE — Un communiqué annonce un échange de notes entre le gouvernement du général Franco et le gouvernement britannique en vertu duquel « un accord est conclu établissant des relations entre les deux gouvernements par la nomination d'agents qui représenteront respectivement Londres et Salamanque. »
Aux termes du communiqué, « l'agent de l'Espagne nationale à Londres aura accès directement au ministère anglais des Affaires étrangères... Le gouvernement national considère que les dispositions actuelles ont un caractère temporaire préparant des relations normales entre l'Espagne et la Grande-Bretagne. » — (V. communiqué britannique correspondant, GRANDE-BRETAGNE.)
14-15 NOVEMBRE — M. Companys à Bruxelles. — (V. BELGIQUE.)

- 16 NOVEMBRE — Un accord est conclu entre l'Office suisse d'expansion commerciale et le gouvernement du général Franco. — (V. SUISSE.)
— Réunion à Londres du sous-comité de la Commission de non-intervention. — (V. GRANDE-BRETAGNE.)
- 17 NOVEMBRE — Le gouvernement de Barcelone proteste contre l'envoi d'agents britanniques en Espagne nationaliste.
— Déclaration de M. de Kanya sur les relations entre la Hongrie et le général Franco. — (V. HONGRIE.)
- 18 NOVEMBRE — M. Alvarez del Vayo donne sa démission de commissaire politique aux armées.
- 19 NOVEMBRE — Le Japon reconnaît le gouvernement du général Franco.
- 20 NOVEMBRE — M. Erik Labonne, ambassadeur de France, arrive à Barcelone.
- 23 NOVEMBRE — M. J.-H. Teche, chargé d'affaires britannique à Barcelone est nommé ministre plénipotentiaire.
— Le duc d'Albe est désigné pour représenter à Londres l'Espagne nationaliste.
- 27 NOVEMBRE — La flotte nationaliste proclame le blocus des côtes républiques espagnoles.
- 28 NOVEMBRE — M. Gonzalès Pena est nommé président de la Confédération générale du Travail à la place de M. Largo Caballero.
- 29 NOVEMBRE — Le général Franco modifie les statuts de la Phalange espagnole.
La Phalange sera dirigée par un Conseil national, comme il avait été établi antérieurement. Mais c'est la junte politique qui constituera l'organisme permanent du gouvernement de cette organisation.
Cette junte sera composée de douze membres, dont six seront désignés par le Conseil national, dont ils feront partie, et six autres seront par contre nommés librement par le chef de l'Espagne nationaliste, c'est-à-dire par le général Franco, qui pourra les choisir au sein du Conseil national ou même en dehors de cette assemblée.

FRANCE

- 3 NOVEMBRE — M. Georges-Bonnet, ministre des Finances, fait un exposé d'ordre général à la Commission des Finances sur le projet de budget pour 1938.
- 4 NOVEMBRE — Un communiqué du ministère de la Marine annonce que le cargo français *La Corse* a été bombardé le matin même par deux hydravions à une vingtaine de milles à l'est de Barcelone.
Le navire n'a pas été atteint.
- 4-7 NOVEMBRE — Visite à Paris du roi Georges de Grèce.
Le 4, le roi Georges est reçu à l'Elysée.
- 5 NOVEMBRE — Rétablissement des relations ferroviaires franco-espagnoles par Irun.
- 5-7 NOVEMBRE — Congrès de l'Alliance démocratique à Nice.
Le 5, discours de M. Portmann sur la politique extérieure et de M. Paul Reynaud sur les finances ; le 6, discours de M. Fabry sur la défense nationale et de M. Piétrit sur la marine ; le 7, discours de M. P.-E. Flandin sur la politique générale.

6-7 NOVEMBRE — Conseil national du parti socialiste à Paris.

Discours de MM. Marceau-Pivert, Moutet, Dormoy et Léon Blum. Le Conseil vote, par 4426 mandats, une résolution permettant aux ministres du parti de continuer leur collaboration au gouvernement de Front populaire à direction radicale.

8 NOVEMBRE — La 4^e chambre correctionnelle de Lyon rend son jugement dans un procès en diffamation intenté par M. Pozzo di Borgo au colonel de la Rocque.

Le colonel de La Rocque est condamné à 200 francs d'amende, à 3.000 francs de dommages-intérêts et aux dépens.

8-12 NOVEMBRE — Conférence de coordination de la politique française en Afrique du Nord.

La conférence réunit, sous la présidence de M. Albert Sarraut, ministre d'Etat, M. Le Beau, gouverneur général de l'Algérie; M. Guillon, résident général en Tunisie; le général Noguès, résident général au Maroc; M. Raoul Aubaud, sous-secrétaire d'Etat à l'Intérieur; M. de Saint-Quentin, directeur d'Afrique au ministère des Affaires étrangères et M. Peigné, directeur de l'Algérie au ministère de l'Intérieur.

Les résolutions adoptées concernent l'exécution simultanée d'un ensemble de décisions propres à assurer l'ordre public, l'action contre les propagandes anti-françaises de toute origine, la sécurité des territoires et la mise en œuvre des mesures économiques, sociales, morales et administratives destinées à répondre aux vœux légitimes des populations autochtones, en garantissant la protection de tous leurs intérêts.

9 NOVEMBRE — Un décret délègue à M. Albert Sarraut, ministre d'Etat, les pouvoirs et les attributions conférées au président du conseil et au secrétaire général de la présidence pour tout ce qui concerne l'organisation et le fonctionnement du Haut Comité méditerranéen.

9-28 NOVEMBRE — Visite à Paris du cardinal Tappouni, évêque d'Alep, patriarche d'Antioche.

Le 10, le cardinal est reçu par MM. Delbos et de Tessan. Le 16, il est reçu à l'Elysée par le Président de la République.

11 NOVEMBRE — Commémoration de l'Armistice.

13 NOVEMBRE — Communiqué du ministère des Affaires étrangères sur les pertes dans la concession française de Shanghai.

Le total des tués s'élève à 16; deux Français seulement ont été légèrement blessés.

— Visite à Paris du roi Boris de Bulgarie.

Au cours de leur séjour à Paris, les souverains bulgares visiteront l'Exposition, déjeuneront à l'Elysée et seront reçus à l'Hôtel de Ville. Le roi Boris aura un entretien avec M. Yvon Delbos.

15 NOVEMBRE — Expulsion du correspondant de l'agence Havas à Berlin.
— (V. ALLEMAGNE.)

17 NOVEMBRE — Le général Gouraud, au cours d'une prise d'armes, fait ses adieux à la garnison de Paris et à l'armée française.

— A la Chambre des Députés première journée des débats sur la politique générale du gouvernement.

19 NOVEMBRE — La Chambre vote un ordre du jour de confiance au gouvernement par 339 voix contre 160.

23 NOVEMBRE — Le duc de Guise publie un manifeste.

- 25 NOVEMBRE — Ouverture du deuxième Congrès du Parti Social Français.
 — « L'Exposition des Arts et Techniques dans la vie moderne » de Paris-1937, ferme ses portes.
- 26 NOVEMBRE — M. Munters, ministre des Affaires étrangères de Lettonie, séjourne à Paris.
- 27 NOVEMBRE — A l'issue du débat sur l'indemnité aux fonctionnaires à la Chambre, l'ordre du jour de confiance est voté par 521 voix contre 4. 81 députés se sont abstenu.
- 28 NOVEMBRE — MM. Camille Chautemps, Yvon Delbos et leurs collaborateurs quittent Paris pour Londres.
- 30 NOVEMBRE — MM. Chautemps et Delbos rentrent à Paris.

GRANDE-BRETAGNE

- 1^{er} NOVEMBRE — Elections municipales.

Les gains et les pertes des différents partis se répartissent pour l'agglomération londonienne comme suit :

	Gains	Pertes
Conservateurs	4	55
Travaillistes	57	5
Indépendants	0	2
Communistes	1	0

Les gains et les pertes des différents partis pour les principaux centres des provinces se répartissent comme suit :

	Gains	Pertes
Conservateurs	89	80
Travaillistes	130	96
Libéraux	22	50
Indépendants	62	77

— Débat à la Chambre des Communes sur la politique extérieure.

M. Anthony Eden fait une revue générale de la situation en Europe et en Extrême-Orient. Il justifie la politique de non-intervention dans les affaires d'Espagne et déclare que toute action dans le conflit sino-japonais « dépend essentiellement de la coopération des Etats-Unis ». Faisant allusion à l'appui donné par l'Italie aux revendications coloniales allemandes, il affirme que le gouvernement britannique « ne reconnaît à aucun gouvernement le droit de lui demander des concessions alors que rien ne tend à montrer que ce gouvernement est préparé à en faire lui-même. »

Après des discours du major Attlee et de Sir John Simon, la Chambre repousse l'amendement travailliste de défiance au gouvernement par 363 voix contre 142.

— Publication d'un communiqué de l'ambassade du Japon à Londres relatif à l'incident anglo-japonais de Shanghai du 29 octobre.

« Le gouvernement japonais est prêt à fournir une compensation adéquate. »

— Clôture de l'incident de Minghong du 12 octobre. — (V. JAPON.)

- 2 NOVEMBRE — Le sous-comité de coordination^e adopte une procédure proposée par Lord Plymouth.

Le sous-comité décide de soumettre au Comité un projet de résolution d'après lequel les deux parties en Espagne seraient invitées à coopérer avec deux commissions internationales au retrait des combattants étrangers.

4 NOVEMBRE — Les instruments de ratification des accords navals anglo-allemand et anglo-soviétique du 14 juillet précédent sont échangés au Foreign Office par Sir Orme Sargent, sous-secrétaire adjoint au Foreign Office, et respectivement le Dr. Woermann, conseiller de l'ambassade d'Allemagne, et M. Kagan, conseiller de l'ambassade de l'U. R. S. S.

4-6 NOVEMBRE — Abandon d'un projet de voyage du duc de Windsor aux Etats-Unis. — (V. ETATS-UNIS.)

5 NOVEMBRE — Le Comité de coordination se rallie à l'unanimité au projet de résolution adopté le 2 par le sous-comité.

— M. Neville Chamberlain, en réponse à une question du major Attlee, déclare à la Chambre des Communes que l'échange d'agents entre le gouvernement britannique et le gouvernement du général Franco n'implique en aucune façon la reconnaissance *de facto* du gouvernement insurrectionnel.

7 NOVEMBRE — Visite à Londres du roi Georges de Grèce.

La visite du roi Georges en Angleterre est la première depuis les années qu'il y a passées avant son rappel au trône, le 3 novembre 1935. Le roi sera l'hôte des souverains britanniques au Palais de Buckingham.

8 NOVEMBRE — Débat à la Chambre des Communes sur la question des rapports commerciaux entre le gouvernement britannique et le gouvernement du général Franco.

A des critiques du major Attlee et de M. Alexander, travaillistes, et de Sir Francis Acland, libéral, M. Eden répond que les mesures envisagées sont essentielles pour la protection des intérêts commerciaux britanniques, qu'elles n'impliquent en aucune façon la reconnaissance par le gouvernement britannique du gouvernement du général Franco, et que le gouvernement français a été tenu au courant des intentions du gouvernement britannique.

9 NOVEMBRE — Mort de M. Ramsay Mac Donald à bord du paquebot *Reina del Pacifico*.

— Discours de M. Neville Chamberlain au banquet du Guildhall.

Le premier ministre passe en revue les divers aspects de la situation mondiale.

11 NOVEMBRE — Commémoration de l'Armistice.

Au cours de la cérémonie au cénotaphe de Whitehall, un individu s'élance en criant vers le roi Georges et est arrêté par la police.

— Un communiqué annonce officiellement l'échange par le gouvernement britannique et le gouvernement du général Franco d'agents « chargés de la protection de leurs nationaux et de leurs intérêts commerciaux dans leurs territoires respectifs ».

« La réception d'un agent à Londres, ajoute le communiqué, n'implique en aucune façon une reconnaissance par le gouvernement de Sa Majesté des autorités du territoire sous le contrôle du général Franco et aucune des deux parties n'accordera ou ne s'attendra à recevoir pour ses agents le statut diplomatique. »

— (V. communiqué correspondant du gouvernement Franco, ESPAGNE.)

12 NOVEMBRE — Discours de M. Neville Chamberlain à Edimbourg.

Le premier ministre déclare que la dépression cyclique à venir ne saurait être aussi grave que celle de 1931-1932, que d'ailleurs le réarmement devra se poursuivre encore longtemps, et que le but de la politique extérieure du gouvernement est essentiellement le maintien de la paix.

16 NOVEMBRE — Lord Halifax part pour Berlin.

— Le roi Léopold III de Belgique arrive en Angleterre en visite officielle et dîne au Palais de Buckingham.

— Le sous-comité de la commission de non-intervention en Espagne tient séance et publie le communiqué suivant :

« Le Sous-Comité a reçu le rapport complet lui signalant l'important progrès qui a été réalisé depuis la dernière réunion à l'égard de l'aspect technique des trois principaux points du plan soumis aux deux factions espagnoles, et portant respectivement sur le trafic des volontaires étrangers, l'octroi du droit de belligérandise et l'établissement et le renforcement du plan de contrôle.

« Ces discussions techniques se poursuivent et le Sous-Comité a été avisé que les rapports techniques sur les trois principaux points du plan pourront très probablement être fournis au Sous-Comité la semaine prochaine.

« Au cours des discussions, le représentant de l'U.R.S.S. a déclaré que son gouvernement acceptait maintenant en totalité, et sans aucune réserve, le plan qui avait été adopté par la Commission à sa réunion du 4 novembre dernier et qui avait été soumis aussitôt aux deux factions espagnoles.

« Une nouvelle réunion du Sous-Comité aura lieu la semaine prochaine. »

17 NOVEMBRE — Le roi Léopold de Belgique assiste au banquet offert en son honneur par la Cité de Londres.

— Le gouvernement républicain espagnol proteste contre l'envoi d'agents britanniques en Espagne nationaliste.

— Dîner à l'ambassade de Belgique en l'honneur des souverains britanniques.

18 NOVEMBRE — Le prix Nobel de la Paix est attribué à Lord Cecil.

— M. Anthony Eden donne un grand dîner en l'honneur du roi Léopold III.

19 NOVEMBRE — Le roi des Belges quitte Londres pour Bruxelles.

22 NOVEMBRE — Lord Halifax rend compte à M. Eden et à M. Chamberlain de son entretien avec le chancelier Hitler.

23 NOVEMBRE — Lord Halifax rend compte de sa mission en Allemagne au roi George VI.

— M. Eden met M. Corbin, ambassadeur de France, au courant des entretiens Halifax-Hitler.

— Le duc d'Albe est désigné pour représenter à Londres l'Espagne nationaliste.

26 NOVEMBRE — Obsèques religieuses à l'abbaye de Westminster de M. MacDonald.

28 NOVEMBRE — MM. Camille Chautemps, Yvon Delbos et leurs collaborateurs arrivent à Londres.

— Le Dr Neumayer, ministre des Finances d'Autriche, et le Dr Kienbock, président de la Banque Nationale arrivent à Londres.

29 NOVEMBRE — Premières journées des conversations anglo-françaises.

MM. Chamberlain, Eden, Chautemps et Delbos, assistés de leur experts, ont délibéré toute la journée au 10 de Downing Street.

Les ministres ont déjeuné chez M. Chamberlain et diné chez M. Eden.

30 NOVEMBRE — Deuxième journée des conversations franco-anglaises. Un communiqué est publié à l'issue des entretiens. Le roi George VI offre au Palais de Buckingham un déjeuner en l'honneur de MM. Chautemps et Delbos.

Texte du communiqué :

« Durant leur séjour à Londres les 29 et 30 novembre, MM. Chautemps et Delbos ont eu plusieurs conversations avec le premier ministre, le secrétaire d'Etat au Foreign Office et d'autres membres du Cabinet britannique.

« Lord Halifax a fait aux ministres français un exposé des conversations qu'il a eues récemment en Allemagne.

« MM. Chautemps et Delbos ont été heureux de constater que la visite de lord Halifax, dont, en raison de son caractère privé et non officiel, on ne pouvait attendre aucun résultat immédiat, tendait à écarter les causes du malentendu international et était de nature à améliorer l'atmosphère.

« Les problèmes généraux de l'Europe, les perspectives d'apaisement et les possibilités concernant le désarmement ont été examinés.

« Dans l'examen de ces importants sujets, les ministres britanniques et français ont trouvé de nouvelle preuve de cette communauté d'attitude et de vues qui caractérise si heureusement les relations entre la France et le Royaume-Uni.

« Les ministres ont procédé à un examen préliminaire du problème colonial sous tous ses aspects. Ils ont constaté que la question ne pouvait être considérée isolément et que, d'autre part, elle concernait un certain nombre d'autres puissances. La nécessité d'une entente beaucoup plus approfondie a été reconnue.

« Les ministres français ont entretenu leurs collègues de la visite que va faire prochainement M. Yvon Delbos dans divers pays de l'Europe centrale et orientale. Ils ont été heureux de noter l'intérêt commun des deux gouvernements concernant le maintien de la tranquillité dans cette partie de l'Europe.

« La situation résultant du conflit espagnol et les questions méditerranéennes dans leur ensemble ont été examinées.

« Il a été reconnu que, en dépit de toutes les difficultés rencontrées, la politique de non-intervention en Espagne avait été pleinement justifiée et avait, en fait, contribué à diminuer les répercussions internationales du conflit. Il a été convenu de poursuivre les efforts des deux gouvernements pour donner à cette politique toute son efficacité.

« Les ministres britanniques et français ont examiné la crise d'Extrême-Orient, dont ils ont pleinement reconnu la gravité. Ils sont tombés d'accord pour constater qu'ils étaient prêts à coopérer avec les autres puissances placées dans la même situation pour protéger les droits et intérêts et pour s'acquitter des obligations résultant des traités internationaux relatifs à cette partie du monde.

« Les ministres français et britanniques ont ensuite passé en revue, dans un esprit mutuel de confiance, les autres aspects des affaires internationales qui intéressent également les deux pays.

« Sans s'écartier en rien de leurs conceptions, ils n'ont cessé d'affirmer le désir de leurs gouvernements respectifs de coopérer avec tous les pays à l'œuvre commune d'apaisement général par des méthodes de libres et pacifiques négociations. »

GRECE

4-7 NOVEMBRE — Le roi Georges à Paris. — (V. FRANCE.)

7 NOVEMBRE — Discours du général Metaxas à Patras.

L'échec du parlementarisme, dit en substance le premier ministre, s'explique du fait de ces contacts avec le communisme qui s'est efforcé de provoquer l'écroulement de deux péninsules méditerranéennes, l'Espagne et la Grèce.

— Le roi Georges à Londres. — (V. GRANDE-BRETAGNE.)

HONGRIE

9 NOVEMBRE — Exposé de M. de Kanya devant la commission des Affaires étrangères de la Chambre basse.

Le ministre des Affaires étrangères déclare que la politique hongroise reste fondée sur les protocoles de Rome et l'amitié avec l'Allemagne; il regrette que les négociations entre la Hongrie et la Petite Entente n'aient pas encore abouti.

16 NOVEMBRE — La Hongrie fête le 11^e anniversaire de l'entrée de l'amiral Horthy à Budapest en qualité de Régent.

17 NOVEMBRE — M. de Kanya déclare que « le gouvernement hongrois, a pris un contact effectif au cours du mois de septembre avec M. Carlos Arcos, comte de Bailen, représentant du général Franco à Budapest ».

20 NOVEMBRE — MM. Daranyi et de Kanya quittent Budapest pour Berlin.

29 NOVEMBRE — M. Siébert, président du Conseil de Bavière, arrive à Budapest.

— De retour de Berlin, M. Daranyi et M. de Kanya rentrent à Budapest.

IRLANDE (Etat libre d')

11 NOVEMBRE — Une bombe éclate à la porte du château de Dublin, causant des dégâts matériels importants.

ITALIE

2 NOVEMBRE — Première réunion à Berlin d'une « Communauté de travail » pour les relations juridiques entre l'Allemagne et l'Italie. — (V. ALLEMAGNE.)

3 NOVEMBRE — Un décret-loi supprime le sous-secrétariat de l'Education physique et met sous la coupe directe du parti fasciste les organisations juvéniles de l'œuvre nationale Balilla, auxquelles est donné le nom de *Gioventu Italiana del Littorio*.

5 NOVEMBRE — Un décret-loi approuve le statut de l'Union des familles nombreuses.

La nouvelle association, qui comprend toutes les familles comptant au moins 7 enfants vivants, est chargée d'une part de l'assistance aux familles et d'autre part de l'étude du problème de la natalité.

— Visite en Italie de M. Radu Irimesco, ministre roumain de l'Air et de la Marine.

Le 5, M. Irimesco est reçu à Rome par le comte Ciano. Les jours suivants, il visite la Spezzia et les centres aéronautiques du nord de la Péninsule.

6 NOVEMBRE — Signature au Palais Chigi d'un protocole anticomuniste par le comte Ciano, ministre des Affaires étrangères d'Italie, par M. von Ribbentrop, ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire d'Allemagne, et par M. Hotta, ambassadeur du Japon.

« ART. 1. — L'Italie adhère à l'accord contre l'Internationale communiste et au protocole supplémentaire conclus le 25 novembre 1936 entre l'Allemagne et le Japon. »

« ART. 2. — Les trois puissances signataires du présent protocole conviennent que l'Italie sera considérée comme signataire originnaire de l'accord et du protocole supplémentaire mentionné à l'article précédent, la signature du présent protocole équivalant à la signature du texte original de l'accord et du protocole supplémentaire précité. »

6-8 NOVEMBRE — Visite à Naples du Dr. Ley avec 2.500 ouvriers allemands.

Cette visite rentre dans le cadre d'une politique de rapprochement des masses ouvrières allemandes et italiennes, telle qu'elle a été prévue par un accord intervenu entre M. Cianetti, président de la Confédération des syndicats ouvriers italiens, et le Dr. Ley, chef du Front du Travail allemand.

9 NOVEMBRE — Démarche de l'ambassadeur de l'U. R. S. S. auprès du comte Ciano, à propos du protocole anticomuniste du 6 novembre. — (V. U. R. S. S.).

10 NOVEMBRE — Démarche du ministre d'Italie à Prague auprès de M. Krofta. — (V. TCHÉCOSLOVAQUIE.)

15 NOVEMBRE — M. Christitch, ministre de Yougoslavie, remet ses lettres de créance à « Sa Majesté le roi et empereur Victor-Emmanuel III ».

- 15-21 NOVEMBRE — Visite à Rome de M. Chen Kung Po, ministre chinois de la Propagande.
Le 15, M. Chen Kung Po est reçu par le comte Ciano.
- 16 NOVEMBRE — M. Bosko Christitch, ministre de Yougoslavie, remet au roi ses lettres de créance.
- 18 NOVEMBRE — L'Italie célèbre le deuxième anniversaire des sanctions.
- 19 NOVEMBRE — Le financier japonais, baron Okura, arrive à Rome.
- 20 NOVEMBRE — M. Mussolini est nommé ministre de l'Afrique italienne, le général Attilio Teruzzi est nommé sous-scrétaire d'Etat à ce ministère. Le duc d'Aoste est nommé vice-roi d'Ethiopie. Le sous-scréariat d'Etat aux échanges et devises est transformé en ministère.
- 22 NOVEMBRE — Le correspondant de la « Tribuna » à Paris est rappelé à Rome.
- 25 NOVEMBRE — La presse italienne se livre à une violente campagne contre la France et l'armée française.
- 29 NOVEMBRE — L'Italie reconnaît le Mandchoukouo.
— La Chambre des Députés reprend ses travaux.

LETTONIE

- 26 NOVEMBRE — M. Munters, ministre des Affaires étrangères, séjourne à Paris.

LUXEMBOURG (Grand Duché de)

- 5 NOVEMBRE — Constitution du cabinet Dupong.

Le cabinet comprend les membres suivants : M. Dupong, catholique, président du Conseil ; M. Bech, catholique, ministre des Affaires étrangères ; M. Margue, catholique ; M. Krier, socialiste ; M. Blum, socialiste ; M. Etienne Schmit, libéral.

NORVEGE

- 18 NOVEMBRE — Le prix Nobel de la Paix est attribué à Lord Cecil.

PAYS-BAS

- 17 NOVEMBRE — Ouverture d'un crédit de 20 millions de florins pour la Défense nationale.

POLOGNE

- 5 NOVEMBRE — Une déclaration commune polono-allemande sur le traitement des minorités allemande en Pologne et polonaise en Allemagne est publiée simultanément à Berlin et à Varsovie. — (V. ALLEMAGNE.)
- 18 NOVEMBRE — Protestation à Berlin, par l'ambassadeur M. Lipski, contre un article insultant du « Volkischer Beobachter ».
- 26 NOVEMBRE — Nouvelles manifestations contre les étudiants juifs à l'Université de Varsovie.
- 30 NOVEMBRE — Le Club parlementaire du Camp de l'Union Nationale est constitué. Il compte 206 sénateurs et députés.

ROUMANIE

- 3-5 NOVEMBRE — Le roi Carol et le prince Michel en Moravie. — (V. TCHÉCOSLOVAQUIE.)
- 5 NOVEMBRE — M. Radu Irimesco, ministre de l'Air et de la Marine, à Rome. — (V. ITALIE.)
- 13 NOVEMBRE — M. Tataresco prie le roi d'examiner la situation politique générale « en tenant à sa disposition la démission du Cabinet. »
Le roi confie à M. Jean Mihalache le soin de former un cabinet à la condition qu'il s'assure la collaboration de M. Vaida Voïvode.
- 14 NOVEMBRE — M. Mihalache renonce à former un cabinet.
M. Tataresco est chargé de former un nouveau gouvernement sur une base élargie.
- 17 NOVEMBRE — Le nouveau ministère est constitué.
Président du Conseil : M. Tataresco ; Communications : M. Inculets, ancien vice-président du Conseil ; Intérieur : M. Franasovici, ancien ministre des Communications ; Affaires étrangères : M. Antonesco ; Finances : M. Cancicov ; Commerce et Industrie : M. Bujoiu ; Agriculture : M. Jonesco-Sisesti ; Défense nationale : Général Ilasievici ; Air et Marine : M. Radu Irimesco ; Justice : M. Sessu ; Culte et Beaux-Arts : M. Victor Iamandi ; Coopération : M. Negura ; Santé publique : M. Costinesco ; Travaux publics : M. Nistor ; Instruction publique : M. Angelesco ; Sans portefeuille : M. Valer Pop, ancien ministre du Commerce et de l'Industrie ; Industrialisations agricoles : M. Manolesco Strounga ; Sous-secrétariat d'Etat au Travail : M. Topa.
- 20 NOVEMBRE — Un décret prononce la dissolution du Parlement et fixe les élections à la Chambre et au Sénat au 20 décembre.
- 23 NOVEMBRE — M. Maniu est élu président du parti National-Paysan à la place de M. Milhalache, démissionnaire.
- 29 NOVEMBRE — M. Argetoianu, chef du parti Agrarien, adhère au cartel électoral de l'opposition.
— M. Titulesco rentre en Roumanie après un séjour ininterrompu de seize mois à l'étranger.

SUEDE

- 6 NOVEMBRE — Discours à Upsal de M. Sandler, ministre des Affaires étrangères, sur la réforme du Pacte de la Société des Nations.
La Suède est prête, dit en substance M. Sandler, à exposer son point de vue, mais, au cas où ses propositions ne seraient pas retenues, elle ne se considérerait pas tenue de respecter les obligations contenues dans le pacte de la S.D.N. et dont les conditions n'ont pas été exactement définies jusqu'ici.
- 28 NOVEMBRE — M. Félix Hamrin, ancien premier ministre, est mort.

SUISSE

- 16 NOVEMBRE — L'office suisse d'expansion coloniale conclut un arrangement commercial provisoire avec le gouvernement du général Franco.
Le représentant à Burgos de l'office signe cet arrangement qui prévoit des accords de compensation.
- 19 NOVEMBRE — Le roi et la reine de Bulgarie séjournent à Zurich.

21 NOVEMBRE — Le ministère public fédéral de Berne demande au comte de Paris de quitter le territoire suisse.

Cette mesure est prise à la suite d'une réunion royaliste tenue par le comte de Paris à Versoix.

28 NOVEMBRE — Le projet d'interdiction de la Franc-Maçonnerie est repoussé par 314.495 voix contre 233.471.

TCHECOSLOVAQUIE

3-5 NOVEMBRE — Visite du roi Carol et du prince Michel de Roumanie en Moravie.

Le 3, le roi Carol est reçu à Jidlochovice par M. Benès et visite les usines d'armement de Brno sous la conduite de M. Machnik, ministre de la Guerre. Le 4, le roi assiste à une chasse organisée en son honneur à Jidlochovice. Le 5, il a d'importants entretiens avec M. Hodza, président du Conseil.

5 NOVEMBRE — Suicide de l'architecte Rutha dans la prison de Ceska Lipa.

M. Rutha, collaborateur intime de M. Konrad Henlein, était incarcéré sous l'inculpation d'homosexualité.

6 NOVEMBRE — Conclusion à Hambourg d'accords commerciaux germano-tchécoslovaques. — (V. ALLEMAGNE.)

10 NOVEMBRE — Signature à Berlin d'un accord de clearing germano-tchécoslovaque. — (V. ALLEMAGNE.)

— M. de Facendis, ministre d'Italie, proteste auprès du ministre des Affaires étrangères contre un discours prononcé la veille à la Chambre par le député communiste Sverma.

11 NOVEMBRE — Exposé de M. Krofta devant les commissions des Affaires étrangères de la Chambre et du Sénat.

Le ministre des Affaires étrangères fait un tour d'horizon politique complet. Il relève notamment le discours du 29 octobre de M. Delbos affirmant la résolution de la France de tenir tous ses engagements.

17 NOVEMBRE — Au cours d'un discours prononcé à la commission du Budget de la Chambre, M. Hodza parle de la situation de la minorité allemande.

« Il ne faut pas oublier, déclare M. Hodza, que, jusqu'à ces derniers temps, la majorité des Allemands boycottait l'administration tchécoslovaque. Les Allemands forment les 22 et 1/3 pour cent de la population de la république. La proportion des Allemands dans les services de l'Etat est diverse. Dans certaines administrations, elle est très faible, mais, par exemple, 22,6 pour cent des juges, 34 pour cent des inspecteurs de l'Enseignement, 33,7 pour cent du personnel de la Régie des Tabacs, etc... sont de nationalité allemande.

« Personne ne s'oppose à l'entrée des Allemands dans les services publics, a poursuivi M. Hodza. Depuis l'accord du 18 février entre le gouvernement et les partis activistes allemands, sur 4048 nouveaux fonctionnaires, 8,4 pour cent étaient des Allemands. Dans la deuxième tranche de 2847 nouveaux employés de l'Etat, 12,6 pour cent étaient Allemands.

« Dans la même époque, sur 30.000 ouvriers engagés par les entreprises de l'Etat, 15 pour cent étaient Allemands. »

TURQUIE

17 NOVEMBRE — Une mission militaire allemande arrive à Ankara.

U. R. S. S.

2 NOVEMBRE — Le tribunal militaire de la Russie blanche, siégeant à Gomel, condamne à mort huit personnes accusées d'être membres d'une organisation d'espions et de saboteurs contre-révolutionnaires.

Les condamnés sont notamment Malachonok, ancien président du soviet de la ville de Gomel ; Gairlo, ancien directeur des services de santé ; Schvedov, ancien chef du département de l'agriculture, et le directeur de la station des machines agricoles de Gomel.

4 NOVEMBRE — Echange des instruments de ratification de l'accord naval anglo-soviétique. — (V. GRANDE-BRETAGNE.)

6 NOVEMBRE — Discours de M. Molotov, président du Conseil des commissaires du peuple, au grand théâtre à Moscou.

M. Molotov compare la situation actuelle de l'U.R.S.S. à la situation de la Russie avant la Révolution et exprime sa sympathie pour le peuple espagnol et le peuple chinois « qui luttent pour la sauvegarde de leurs droits ».

7 NOVEMBRE — Grande revue sur la Place Rouge à Moscou à l'occasion de l'anniversaire de la Révolution.

« L'armée soviétique, dit le maréchal Vorochilov dans un discours, est une armée de paix, mais si l'ennemi nous attaque, notre armée deviendra une armée d'attaque et saura transporter la guerre sur le territoire de l'ennemi et le mettre en pièces. »

9 NOVEMBRE — L'agence *Tass* annonce que M. Stein, ambassadeur de l'U. R. S. S. à Rome, a rendu visite la veille au comte Ciano et lui a fait savoir que le protocole de Rome du 6 novembre, de l'avis du gouvernement soviétique, était non seulement un acte inamical à l'égard de l'U. R. S. S. mais se trouvait en contradiction avec l'article 4 du pacte d'amitié soviéto-italien signé le 2 septembre 1933 à Rome.

13 NOVEMBRE — MM. Skrynnikov et Tchigrintzev et Mme Jemtchoujina sont nommés commissaires du peuple adjoints à l'Industrie alimentaire.

24 NOVEMBRE — M. Shadenko, chef politique du district de Kiew est nommé vice-commissaire à la Défense.

27 NOVEMBRE — Les syndicats de l'U.R.S.S. adhèrent à la Fédération syndicale internationale.

YUGOSLAVIE

1^{er} NOVEMBRE — De graves désordres se produisent au cours d'une réunion politique organisée par l'ancien parti paysan croate à Novigradatz, près de Virovititsa.

Il y a quatre morts et huit blessés, dont M. Messarov, député du parti paysan croate, dont l'état est grave.

6 NOVEMBRE — On apprend que M. Matchek, chef de l'opposition croate, a adressé à la suite des incidents du 1^{er} novembre, une lettre ouverte à M. Stoyadinovitch.

M. Matchek déclare que tous les torts sont du côté de la gendarmerie dans les incidents et proclame que le peuple croate opposera désormais la violence à la violence.

10 NOVEMBRE — M. Ivo Andritch, directeur du département politique au ministère des Affaires étrangères, est nommé ministre adjoint des Affaires étrangères.

- 15 NOVEMBRE — Présentation des lettres de créance du ministre de Yougoslavie à Rome. — (V. ITALIE.)
- 19 NOVEMBRE — Le ministre des Finances dépose le projet de budget 1938-1939.
- 26 NOVEMBRE — Le roi Boris de Bulgarie séjourne à Belgrade.

AMÉRIQUE DU NORD

ETATS-UNIS

- 1^{er} NOVEMBRE** — Elections municipales de New-York.

Dans l'ensemble des 3.910 districts, M. La Guardia obtient 1.344.016 voix contre 889.591 à M. Mahoney. Dans le district Attorney, dans le comté de Manhattan, comprenant 1.055 districts, M. Dewey obtient 325.747 voix contre 216.924 à M. Hastings.

MM. La Guardia et Dewey sont élus.

- 4 NOVEMBRE** — On annonce que l'American Federation of Labor vient d'entériner une motion de la fédération du travail de Baltimore condamnant le système de production Bedaux et reprochant au duc de Windsor son voyage à Berlin et à la duchesse de Windsor le peu d'intérêt qu'elle portait aux questions sociales lorsqu'elle résidait à Baltimore.

- 5 NOVEMBRE** — Le duc de Windsor renonce à son projet de voyage aux Etats-Unis.

Aux termes d'un communiqué publié à Paris par le secrétariat du duc de Windsor « les allégations selon lesquelles le duc serait inféodé à une méthode industrielle quelconque, ou bien partisan ou adversaire de telle ou telle doctrine politique ou raciale, ne reposent sur aucun fondement ».

- 6 NOVEMBRE** — Déclaration de M. Welles, sous-secrétaire d'Etat, relative au projet de voyage du duc de Windsor.

L'accusation de « tiédeur » portée contre l'administration, dit M. Welles, est injustifiée et le duc de Windsor aurait été reçu avec tous les honneurs dus à son rang.

D'autre part, un communiqué de l'A. F. L. déclare que si le duc et la duchesse viennent aux Etats-Unis, ils recevront un accueil chaleureux des travailleurs, les critiques formulées par l'A. F. L. visant exclusivement M. Bedaux et non le duc de Windsor.

- 15 NOVEMBRE** — Le président Roosevelt envoie un message au congrès à l'occasion de l'ouverture de la session spéciale convoquée pour préparer la législation concernant l'agriculture, les salaires et la semaine ouvrière, la réorganisation administrative du gouvernement et les grands travaux publics.

M. Roosevelt demande la collaboration des intérêts privés et du gouvernement « afin de chercher à accroître l'investissement du capital privé pour créer des emplois ».

- 24 NOVEMBRE** — Le Président Roosevelt rappelle d'Europe M. Norman Davis.

- 26 NOVEMBRE** — La police de New-York, sur la demande du gouvernement cubain, arrête le président Machado.

- 27 NOVEMBRE** — Les Etats-Unis protestent à Tokio contre le projet japonais de saisie de douanes chinoises de Shanghai.

29 NOVEMBRE — Le président Roosevelt demande au Congrès le vote de mesures relatives à un programme de construction d'habitations.

Le projet présidentiel prévoit 3 à 4 millions de maisons de 4.000 dollars chacune.

MEXIQUE

17 NOVEMBRE — Le Mexique accepte de prêter ses bons offices dans le conflit qui divise Haïti et Saint-Domingue.

AMÉRIQUE DU SUD

ARGENTINE (République)

26 NOVEMBRE — L'Assemblée Nationale proclame M. Ortez, président de la République, et M. Castillo, vice-président.

BRESIL

10 NOVEMBRE — Le gouvernement du président Vargas ferme la Chambre et le Sénat « incapables de voter les projets de réforme économique en suspens », décide de suspendre le paiement des intérêts et l'amortissement de la dette jusqu'à ce qu'il soit possible de réorganiser le système économique, et promulgue une nouvelle Constitution.

La nouvelle Constitution prévoit le maintien de l'organisation fédérale avec la même division politique et territoriale, une forme de gouvernement républicain, présidentiel et représentatif, un plébiscite pour l'approbation de la Constitution.

Le mandat de M. Vargas est prorogé jusqu'au plébiscite. Le préambule du décret de promulgation contient une profession de foi anticomuniste.

11 NOVEMBRE — On annonce que tous les ministres donnent leur démission pour laisser au président Vargas son entière liberté d'action.

— La peine de mort est rétablie pour un certain nombre de cas particuliers.

12 NOVEMBRE — Le mandat de M. Vargas est prorogé pour une durée de 6 ans à partir du 10 novembre 1937.

18 NOVEMBRE — Le président Vargas supprime, par décret, les Cours fédérales de justice.

CUBA

26 NOVEMBRE — La police américaine, sur la demande du gouvernement de Cuba, arrête le Président Machado.

REPUBLIQUE DOMINICAINE

7 NOVEMBRE — On apprend que de sanglants incidents ont eu lieu les 9 et 10 octobre sur le territoire de la République à la frontière haïtienne. — (V. HAÏTI.)

— Déclaration de M. Pastoriza, ministre de la République, relative aux incidents de la frontière haïtienne.

Le gouvernement dominicain considère l'incident comme clos. Il fait effectuer une enquête pour déterminer les responsabilités.

HAITI

7 NOVEMBRE — On apprend que les 9 et 10 octobre, des ouvriers agricoles haïtiens travaillant sur le territoire de la République dominicaine ont été massacrés, avec des femmes en des enfants, par des gardes dominicains.

Le nombre des Haïtiens massacrés serait de 4.000.

— Déclaration de M. Georges Léger, ministre des Affaires étrangères, relative aux incidents de la frontière dominicaine.

M. Georges Léger déclare à la presse que le gouvernement haïtien a demandé au gouvernement dominicain une enquête sur les massacres du mois précédent et qu'il espère le règlement de l'incident par la voie diplomatique.

13 NOVEMBRE — M. Vincent, président de la République, adresse un message aux présidents des Etats-Unis de Cuba et du Mexique pour leur demander leur médiation dans le conflit qui oppose Haïti à la République dominicaine.

PARAGUAY

1^{er} NOVEMBRE — Une mutinerie se déclare dans les troupes de la garnison de Conception.

Un communiqué annonce que le gouvernement est maître de la situation.

3 NOVEMBRE — Les forces restées loyales au gouvernement délogent les mutins de Conception et occupent la ville.

AFRIQUE

EGYPTE

18 NOVEMBRE — Le roi Farouk préside l'ouverture du Parlement.

28 NOVEMBRE — Le premier ministre Nahas Pacha échappe à un attentat.
L'agresseur qui a été arrêté appartient à l'organisation des « Chemises bleues ».

ASIE

CHINE

1^{er} NOVEMBRE — Clôture de l'incident de Minghong du 12 octobre. — (V. JAPON.)

— Communiqué japonais relatif à l'incident du 29 octobre. — (V. GRANDE-BRETAGNE.)

2 NOVEMBRE — Trois escadrilles d'avions de bombardement japonais bombardent la gare de Tai Yuan Fou, capitale du Chansi, et les travaux de défense de la ville.

5 NOVEMBRE — Les troupes japonaises s'emparent de Tai Yuan Fou, capitale du Chansi.

--- Le comité de la Croix-Rouge, réuni sous la présidence du R. P. Jacquinot, conclut un accord avec les autorités chinoises et japonaises en vue de la création d'une zone de refuge dans la partie nord de Nantao, quartier chinois du sud de Shanghai.

- 6 NOVEMBRE — Les troupes chinoises sont contraintes d'évacuer Pou Toung.
Les civils se réfugient en masse dans les zones française et internationale de Shanghai.
- 8 NOVEMBRE — Les troupes chinoises évacuent entièrement le secteur ouest de Shanghai devant les troupes japonaises.
- 9 NOVEMBRE — Les forces japonaises prennent pied à Nantao.
- 10 NOVEMBRE — Violent bombardement de Nantao par les batteries japonaises.
M. Pembroke Stephens, envoyé spécial du *Daily Telegraph and Morning Post*, est tué à la limite de la concession française.
— Les troupes japonaises occupent Pou Toung.
- 11 NOVEMBRE — Les troupes chinoises évacuent entièrement Nantao et, désarmées, se réfugient dans la concession française.
— Les forces japonaises occupent Nan Siang à une dizaine de kilomètres au nord-ouest de Shanghai.
- 13 NOVEMBRE — Les troupes japonaises s'emparent de Kiating.
— La ville de Liu Ho, à l'extrême nord de l'ancien front de Shanghai, est évacuée par les troupes chinoises et occupée par les Japonais.
— Communiqué du ministère des Affaires étrangères français relatif aux victimes dans la concession française de Shanghai. - (V. FRANCE)
- 14 NOVEMBRE — Un communiqué japonais annonce la prise de Tai Tseng, à dix milles au sud-ouest de Kiating.
- 15-21 NOVEMBRE — M. Chen Kung Po à Rome. — (V. ITALIE.)
- 17 NOVEMBRE — Pour permettre au maréchal Tchang Kai Chek de se consacrer uniquement aux affaires militaires, le Dr. Kung, ministre des Finances devient, tout en gardant son portefeuille, président du Conseil exécutif.
- 19 NOVEMBRE — Le siège du gouvernement chinois est transféré de Nankin à Tchoung-King, sur le Yang-Tsé.
- 21 NOVEMBRE — Les ambassades quittent Nankin pour Hankéou.
— A Shanghai, le porte-parole de l'armée japonaise déclare à la presse que le major Harada, attaché militaire japonais, avait transmis à M. Baudez, consul général de France, et à M. Fessenden, secrétaire général de la concession internationale, la requête suivante du corps expéditionnaire japonais :
 1° Faire cesser sur le territoire de la concession française et de la concession internationale toute propagande antijaponaise et toutes autres activités subversives, notamment dissoudre les sections locales du Kouomintang ;
 2° Faire cesser le fonctionnement des organes gouvernementaux chinois et évincer des affaires publiques les représentants des autorités centrales ou locales chinoises ; surveiller étroitement les personnalités en vue appartenant au gouvernement chinois ou au Kouomintang et réfugiées dans les concessions ;
 3° Interdire à la censure chinoise de continuer à contrôler les postes et télégraphes ;
 4° Abolir la censure chinoise sur la presse et les agences d'informations chinoises ;
 5° Supprimer tous les moyens de transmission par radio employés secrètement.
- 23 NOVEMBRE — Les journaux chinois de Shanghai ne paraissent plus.

24 NOVEMBRE — La Conférence des Neuf puissances clos ses travaux. — (V. BELGIQUE.)

28 NOVEMBRE — Les autorités militaires japonaises assurent le fonctionnement de tous les services postaux de Shanghai.

JAPON

1^{er} NOVEMBRE — Déclaration de M. Hirota, ministre des Affaires étrangères, relative à l'incident de Minghong du 12 octobre.

Des excuses ont été présentées le 28 octobre à Sir Robert Craigie, ambassadeur de Grande-Bretagne.

— Communiqué japonais relatif à l'incident du 29 octobre. — (V. GRANDE-BRETAGNE.)

3-25 NOVEMBRE — Conférence à Bruxelles des neuf puissances signataires du traité de Washington de 1922. — (V. BELGIQUE.)

4 NOVEMBRE — Signature d'un traité nippo-mandchou relatif à l'abolition des droits d'extraterritorialité. — (V. MANDCHOUKOUO.)

6 NOVEMBRE — Un communiqué du ministère des Affaires étrangères déclare « inimaginable que M. Hitler entreprenne une médiation dans la présente phase du conflit sino-japonais ».

Des bruits de médiation allemande avaient circulé au cours des jours précédents.

— Signature à Rome d'un protocole anti-communiste germano-italo-japonais. — (V. ITALIE.)

— Remise au Ministère des Affaires étrangères d'une nouvelle invitation à la Conférence de Bruxelles. — (V. BELGIQUE.)

8 NOVEMBRE — Un communiqué annonce que la police est décidée à activer « la suppression des éléments du Front populaire qui, sous un masque légal, s'efforcent de pénétrer les milieux intellectuels et les masses laborieuses ».

11 NOVEMBRE — Remise par M. Hirota, ministre des Affaires étrangères, à M. de Bassompierre, ambassadeur de Belgique, d'une note relative à la seconde invitation faite au Japon de participer à la Conférence de Bruxelles.

Le gouvernement japonais, dit la note, estime inopportun de discuter le règlement du conflit sino-japonais, même avec un nombre restreint de puissances intéressées.

15 NOVEMBRE — Le gouvernement décide de constituer un Conseil suprême impérial pour assurer une collaboration plus étroite entre les armées de terre et de mer et améliorer leur coopération dans les opérations militaires de Chine.

16 NOVEMBRE — Le vice-amiral Godo arrive à Berlin. — (V. ALLEMAGNE.)

19 NOVEMBRE — Le Japon reconnaît le gouvernement du général Franco.

27 NOVEMBRE — Protestation des Etats-Unis, de la Grande-Bretagne et de la France contre le projet de saisie des douanes chinoises de Shanghai.

30 NOVEMBRE — Le Japon reconnaît le gouvernement du général Franco.

MANDCHOUKOUO

4 NOVEMBRE — Signature à Hsin King d'un traité nippo-mandchou relatif à l'abolition des droits d'extritorialité des étrangers dans le Mandchoukouo.

29 NOVEMBRE — Le Mandchoukouo est reconnu par l'Italie.

PALESTINE

5 NOVEMBRE — Deux soldats écossais sont tués à coups de revolver à Jérusalem aux confins de la vieille ville.

— Accord entre les autorités françaises de Syrie et l'ancien mufti de Jérusalem. — (V. SYRIE.)

7 NOVEMBRE — Les recherches entreprises pour retrouver les meurtriers des deux soldats tués l'avant-veille amènent une sanglante bagarre dans le village de Siloan.

Deux Arabes sont tués et dix-sept blessés.

9 NOVEMBRE — Cinq ouvriers juifs sont assassinés à Jérusalem.

10 NOVEMBRE — Le gouvernement palestinien institue des tribunaux militaires qui fonctionneront à partir du 18 novembre pour mettre fin rapidement aux actes de terrorisme.

Les agressions à main armée et le port d'armes ou de bombes seront punis de mort.

— Promulgation d'une ordonnance fixant les conditions de l'immigration juive jusqu'au 31 mars 1938.

L'immigration totale des Juifs pour la période allant du 1^{er} août 1937 au 31 mars 1938 ne doit pas dépasser 9.600 personnes.

11 NOVEMBRE — Plusieurs bombes sont lancées par des terroristes arabes au centre de Jérusalem.

Deux Arabes sont tués et cinq blessés.

— Le cheik Zandath Ansari, ancien Iman en chef de la mosquée d'Omar, est grièvement blessé à la porte de la mosquée.

Le cheikh était un adversaire du Mufti par qui il avait été révoqué.

14 NOVEMBRE — Plusieurs incidents sanglants ont lieu à Jérusalem.

Une véritable bataille met notamment aux prises ouvriers juifs et arabes, faisant trois victimes. Il y a en tout sept morts, dont deux femmes, et une dizaine de blessés grièvement atteints.

15 NOVEMBRE — A la suite des incidents de la veille, la police procède à l'arrestation d'une trentaine de Juifs révisionnistes.

Parmi les personnes arrêtées, on cite le fils du leader exilé Jabotinsky ainsi que les leaders communistes.

— Proclamation de l'Agence juive de Palestine.

L'Agence condamne énergiquement la politique de représailles et se déclare « fermement convaincue que tous les éléments responsables s'opposeront à ce que des Juifs commettent des actes de violence ».

16 NOVEMBRE — Les membres arabes et israélites du Conseil municipal de Jérusalem publient une déclaration conjointe demandant la cessation des actes de terrorisme.

23 NOVEMBRE — La police arrête le cheik Ferhan Essaci.

27 NOVEMBRE — Condamné à mort le cheik Ferhan Essadi a été exécuté.

SYRIE

5 NOVEMBRE — On annonce qu'un accord est intervenu entre les autorités françaises et l'ancien mufti de Jérusalem.

Hadj Amin El Husseini est autorisé à séjourner au Liban à Djoumich, à 12 kilomètres au nord de Beyrouth.

9-29 NOVEMBRE — Le cardinal Tappouni à Paris. — (V. FRANCE.)

OCÉANIE

AUSTRALIE

1^{er} NOVEMBRE — Elections législatives.

Les résultats sont les suivants : gouvernementaux, 45 sièges, dont 28 du parti de l'Australie unie et 17 du Country party; Labour party, 29 sièges.

L'opposition travailliste gagne un siège.

19 NOVEMBRE — M. Lyons, premier ministre, déclare que le cabinet australien décide d'engager des conversations préliminaires avec les Etats-Unis pour la conclusion d'un nouveau traité de commerce.

29 NOVEMBRE — Le nouveau Cabinet australien est constitué.

M. Lyons, premier ministre ; M. Hughes, ministre des Affaires étrangères et vice-président du Conseil exécutif ; M. Thorby, ministre de la défense ; Lieutenant-colonel White, ministre du Commerce et des douanes ; M. Menzies, attorney général et ministre de l'Industrie.

TABLE ANALYTIQUE⁽¹⁾

ACCORDS ET TRAITES INTERNATIONAUX

Allemagne, XI, 2 (relations juridiques avec l'Italie), 4 (ratification de l'accord naval avec l'Angleterre), 5 (traitement des minorités allemande en Pologne et polonaise en Allemagne), 6 (accords commerciaux avec la Tchécoslovaquie), 6 (protocole anticomuniste), 10 (accord de clearing avec la Tchécoslovaquie) ; Grande-Bretagne, XI, 4 (ratification accord naval avec l'U. R. S. S.) ; Japon, XI, 4 (traité d'abolition d'extraterritorialité nippo-mandchou).

CHANGEMENTS DE GOUVERNEMENTS

Luxembourg, XI, 5 ; Belgique, X, 24 ; U. R. S. S., XI, 13, 24 ; Yougoslavie, XI, 10 ; Brésil, XI, 10 ; Allemagne, XI, 26 ; Italie, XI, 20 ; Roumanie, XI, 17 ; Argentine, XI, 26 ; Chine, XI, 17 ; Australie, XI, 29.

CONFERENCES INTERNATIONALES

Réunion de la Commission des Mandats de la Société des Nations : S. D. N., XI, 8.

Réunion de la Cour Permanente de justice internationale de La Haye : Cour permanente de justice internationale, XI, 6.

Conférence des Neuf puissances : Belgique, XI, 3-24.

Commission de non-intervention : Grande-Bretagne, XI, 2, 5, 16.

Conférence pour la prévention et la répression du terrorisme : S. D. N., XI, 16. Réunion du Comité financier de la Société des Nations : S. D. N., XI, 29.

DEBATS PARLEMENTAIRES, DECLARATIONS ET DISCOURS SUR LA POLITIQUE EXTERIEURE

Grande-Bretagne, XI, 1, 8, 12 ; Grèce, XI, 7 ; Suède, XI, 6 ; Tchécoslovaquie, XI, 11, 17 ; U. R. S. S., XI, 6 ; France, XI, 17, 19, 27.

DEPLACEMENTS ET VOYAGES

Dr. Ley. Italie, XI, 6-8.

M. Companys. Belgique, XI, 14-15.

Roi Boris de Bulgarie. France, XI, 13.

Roi Boris de Bulgarie. Suisse, XI, 19.

Roi Boris de Bulgarie. Yougoslavie, XI, 26.

Roi Georges de Grèce. France, XI, 4-7.

Roi Georges de Grèce. Grande-Bretagne, XI, 7.

Cardinal Tappouni. France, XI, 9-28.

M. Radu Irimesco. Italie, XI, 5.

M. Chen Kung Po. Italie, XI, 15-21.

Roi Carol de Roumanie. Tchécoslovaquie, XI, 3-5.

(1) Les chiffres romains indiquent le mois, les chiffres arabes indiquent le quantième du mois.

Prince Michel de Roumanie. Tchécoslovaquie, XI, 3-5.
Duc de Windsor. Etats-Unis, XI, 5.
Vice-amiral Godo. Allemagne, XI, 16.
Lord Alifax. Allemagne, XI, 17-21.
M. Daranyi. Allemagne, XI, 21-28.
M. de Kanya. Allemagne, XI, 21-28.
M. Siebert. Hongrie, XI, 29.
Dr. Neumayer. Grande-Bretagne, XI, 28.
Dr. Kienbock. Grande-Bretagne, XI, 28.
Roi Léopold de Belgique. Grande-Bretagne, XI, 16-19.
M. Munters. France, XI, 26.
M. Chautemps. Grande-Bretagne, XI, 28-30.
M. Delbos. Grande-Bretagne, XI, 28-30.
Baron Okura, Italie, XI, 19.
M. Titulesco. Roumanie, XI, 29.

ELECTIONS

Grande-Bretagne, XI, 1 ; Etats-Unis, XI, 1 ; Australie, XI, 1.

GUERRE CIVILE D'ESPAGNE

Grande-Bretagne, XI, 2, 5, 8, 11, 16, 23 ; France, XI, 4, 20 ; Suisse, XI, 16 ; Espagne, XI, 17, 18, 27, 28, 29 ; Hongrie, XI, 17 ; Japon, XI, 19.

INCIDENTS INTERNATIONAUX ET DEMARCHEES DIPLOMATIQUES

U. R. S. S., XI, 9 ; Italie, XI, 10 ; République dominicaine, XI, 7 ; Japon, XI, 1 ; Pologne, XI, 12 ; Chine, XI, 27.

LOIS ET DECRETS

Allemagne, XI, 15 ; France, XI, 9 ; Italie, XI, 3, 5 ; Palestine, XI, 10 ; Roumanie, XI, 20.

QUESTIONS ECONOMIQUES ET FINANCIERES

Etats-Unis, XI, 15, 29 ; Yougoslavie, XI, 19.

QUESTIONS MILITAIRES

Pays-Bas, XI, 17 ; Turquie, XI, 17.

QUESTIONS NAVALES

Grande-Bretagne, XI, 4, 5 (accord naval avec l'U. R. S. S. et l'Allemagne).

QUESTIONS OUVRIERES ET SOCIALES

U. R. S. S., XI, 27.

QUESTIONS RELIGIEUSES ET CULTURELLES

Allemagne, XI, 7, 12.

CENTRE D'ÉTUDES DE POLITIQUE ÉTRANGÈRE

à Paris, 13, rue du Four (VI) — Odéon 41-21

CHRONOLOGIE POLITIQUE INTERNATIONALE

La *Chronologie Politique Internationale* publiée par le Centre d'Études de Politique Étrangère relate sous une forme très condensée les principaux événements politiques du mois.

Les faits économiques ne sont cités que dans la mesure où ils sont liés aux questions politiques.

Cette publication paraît régulièrement la première semaine de chaque mois.

PRIX DE L'ABONNEMENT

POUR UN AN, France : 40 fr. Etranger : 45 fr.

POLITIQUE ÉTRANGÈRE

La Revue *Politique Étrangère* publiée par le Centre d'Études de Politique Étrangère paraît tous les deux mois et met ses lecteurs au courant de tous les grands problèmes de l'actualité. Elle groupe des auteurs d'origines professionnelles les plus diverses (hommes politiques, diplomates, hommes d'affaires, journalistes) et s'adresse à des spécialistes de toutes nationalités. Elle s'efforce à la fois de faire connaître les points de vue de ceux-là même qui participent à l'activité politique des différents pays et ceux d'experts connus pour leur impartialité.

Dans chacun de ses numéros sont discutés quelques-uns des ouvrages français et étrangers les plus importants récemment parus et concernant les relations internationales.

PRIX DE L'ABONNEMENT

POUR UN AN, France : 35 fr. Etranger : 40 fr.

Les abonnements à ces publications sont payables par chèque, chèque postal (Paris n° 1865-41), mandat, mandat international (rayer les mentions inutiles), au Centre d'Études de Politique Étrangère, 13, rue du Four, Paris (VI).

PUBLICATIONS DU CENTRE D'ÉTUDES DE POLITIQUE ÉTRANGÈRE

BROCHURES DE LA SECTION D'INFORMATION

- I. Le territoire de Memel et les Puissances, par M. J. Meuvret, agrégé de l'Université : 5 fr.
- II. L'opinion britannique et la guerre italo-éthiopienne, par MM. P. Vaucher, professeur à l'Université de Londres, et P.-H. Siriex, B. Litt. (Oxford) : 5 fr.
- III. Le pays de Teschen et les rapports entre la Pologne et la Tchécoslovaquie, par M. V. L. Tapié, docteur ès lettres : 5 fr.
- IV. Les sanctions internationales. Trois opinions de juristes, par MM. A. Mestre, L. Le Fur, G. Scelle, professeurs à la Faculté de Droit de Paris : 3 fr.
- V. La neutralité américaine, par M. Pierre de Lanux, directeur du Bureau de Paris de l'Office français de Renseignements aux Etats-Unis : 4 fr.
- VI. Le parti national-socialiste et ses rapports avec l'Etat, par M. R. Pelloux, docteur en Droit : 5 fr.
- VII. L'art dans le III^e Reich. Une tentative d'esthétique dirigée, par M. E. Wernert : 9 fr.
- VIII. Relations de la Chine et du Japon, par M. R. Lévy, secrétaire général du Comité d'études des problèmes du Pacifique. (*Sous presse*)
- IX. Le contrôle des devises dans le III^e Reich, par M. A. Piatier, docteur en Droit : 10 fr.
- X. Le Front du Travail allemand, par J. Doublet, auditeur au Conseil d'Etat : 10 fr.

TRAVAUX DE GROUPES D'ÉTUDES

- I. Les conséquences du développement économique du Japon pour l'Empire Français, par le Comité d'études des problèmes du Pacifique. Président : M. Demangeon ; rapporteur : M. Roger Lévy : 15 fr.
- II. Les échanges commerciaux entre la France et les Etats danubiens, par M. J. Morini-Comby, agrégé de l'Université : 12 fr.
- III. Entretiens sur l'évolution des pays de civilisation arabe : 15 fr.
- IV. La question des matières premières et les revendications coloniales. Examen des solutions proposées, par G. Maroger : Épuisé.
- V. L'état des Sciences Sociales en France (Enseignement et Recherche). Rapport du groupe d'études des sciences sociales : 45 fr.
- VI. Le Cameroun, par H. Labouret, professeur à l'École des Sciences Politiques : 20 fr.

PUBLICATIONS PÉRIODIQUES

- Politique Étrangère (deuxième année) : 7 francs.
- Paru en Amérique (extraits de la Presse américaine) : 2 fr. 50

3 fr. 50